

RICHARDS, Alan and WATERBURY, John. *A Political Economy of the Middle East: State, Class and Economic Development*. Boulder, Colorado, Westview Press, 1990, 511p.

Samir Saul

Volume 22, Number 3, 1991

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702900ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702900ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Saul, S. (1991). Review of [RICHARDS, Alan and WATERBURY, John. *A Political Economy of the Middle East: State, Class and Economic Development*. Boulder, Colorado, Westview Press, 1990, 511p.] *Études internationales*, 22(3), 646–648. <https://doi.org/10.7202/702900ar>

de l'évolution historique des relations soviéto-iraniennes montre la spécificité de la politique de Gorbatchev et ses conséquences. Comme ses prédécesseurs, ce dernier essaie de tirer avantage des sentiments anti-occidentaux du régime iranien mais sans prendre de risques.

Les années post-révolutionnaires ont été, comme l'indique le titre du livre, turbulentes. Pourtant, en dépit des revers et des changements de stratégies et d'alliances, les articles composant l'ouvrage montrent tous un retour ou une continuité dans la politique extérieure. Et comme l'écrit Rezun dans sa conclusion, l'Iran qui stratégiquement était considéré comme le pays le plus important de la région aura dans l'avenir un poids incontournable. Encore une fois, la dernière guerre du Golfe a montré le désir de l'Iran de jouer un rôle sur la scène internationale, de reprendre sa place, et la normalisation de ses relations avec le monde occidental et les États-Unis confirment les projections à long terme de Rezun. *Iran at the Crossroads*, qui se veut une étude prospective a aussi pour point fort d'aborder, dans les relations extérieures de l'Iran, celles avec des pays dont les chercheurs traitent peu habituellement et dans ce sens constitue également un ouvrage de référence précieuse. On ne peut que regretter l'absence de ce type d'étude en langue française.

Firouzeh NAHAVANDI

Université Libre de Bruxelles  
Belgique

RICHARDS, Alan and WATERBURY, John. *A Political Economy of the Middle East: State, Class and Economic Development*. Boulder, Colorado, Westview Press, 1990, 511p.

Le lecteur n'aura pas de peine à croire les deux auteurs lorsqu'ils déclarent dans la préface que leur ouvrage constitue la distillation de plus de cinquante ans d'expérience du Moyen-Orient. Exceptionnellement riche sur le plan factuel, l'ouvrage repose sur une réflexion théorique qui traduit l'aisance dont font preuve les auteurs dans le maniement des concepts tirés de l'économie, de la sociologie et de la politologie. L'«économie politique» est ici entendue dans son acception large et classique d'analyse du développement économique, de la structure sociale et de la configuration du pouvoir. Ceux qui sont déjà familiers de Richards et Waterbury savent qu'ils ne se dérobent pas aux sujets controversés et qu'ils abordent avec impartialité les paradigmes explicatifs auxquels ils ne souscrivent pas. Il en résulte une étude exhaustive, détaillée et nuancée d'une région dont l'homogénéité ne s'impose pas à première vue.

Manuel sur le Moyen-Orient, l'ouvrage de Richards et Waterbury l'est dans tous les sens. Instructif, didactique, voire répétitif ça et là, il trouverait sa place sur toute liste de lecture d'un cours universitaire. Mais les auteurs offrent plus qu'un condensé de connaissances indispensables, car ils s'efforcent d'inscrire les données brutes dans un cadre de réflexion sur l'évolution de la région. Récusant un découpage par pays, ils

font le pari de traiter du Moyen-Orient dans son ensemble.

Leur préférence va à une division en fonction des grands problèmes de la transformation économique et sociale qu'affrontent toutes les sociétés de la région. La conceptualisation de l'économie politique des pays moins développés procède de l'interaction de trois variables : 1) la croissance économique et la transformation structurelle, 2) la structure de l'État et sa politique, et 3) les classes sociales. Elles sont reconnues comme interdépendantes. S'influençant mutuellement, elles sont à la fois cause et effet, point de départ et point d'arrivée (p. 9). Les auteurs prennent la nécessaire précaution de distinguer entre la croissance et le développement économique. En matière de stratégies étatiques pour le passage d'une économie politique principalement rurale et agricole à une économie politique urbaine et industrielle, cinq majeures se dessinent : 1) la croissance impulsée par l'exportation de produits agricoles, 2) la croissance impulsée par l'exportation de matières premières, 3) l'industrialisation par la substitution aux importations, 4) la croissance impulsée par l'exportation de produits industriels, et 5) la croissance impulsée par le développement agricole. Les paramètres économiques, forces et faiblesses, gagants et perdants, de chacune de ces stratégies sont explicités avec concision (pp. 21-33).

Les grandes balises conceptuelles posées, les auteurs livrent une douzaine de chapitres touchant des thèmes généraux tels la croissance démographique, le capital humain, l'agriculture et la sécurité alimentaire,

l'émergence du secteur public, les contradictions de la croissance induite par l'État, l'apparition de la politique d'«ouverture», l'économie politique urbaine, les régimes politiques, le solidarisme, les militaires et l'État, les mouvements migratoires des travailleurs, et les intérêts de classe face à l'État. Autosuffisant, indépendant des autres, chacun des chapitres constitue un précis du domaine. L'érudition des auteurs et leur maîtrise des problèmes concrets auxquels font face les sociétés moyen-orientales apparaissent à chaque page.

En revanche, leur succès est moins net sur deux plans. Si, d'une part, le traitement par pays est rejeté comme critère de structuration de l'ouvrage, il est admis à l'intérieur de chaque chapitre. Il ne pourrait sans doute pas en être autrement, sauf à escamoter la diversité d'une région complexe. D'autre part, les trois variables présentées au début comme instruments de saisie de l'économie politique tendent à s'éteindre au cœur de chaque chapitre pour faire place à une analyse qui, pour être solide et éclairante, ne bénéficie pas directement de l'énoncé théorique. L'agencement entre l'introduction méthodologique et les chapitres empiriques ne s'opère pas toujours harmonieusement.

Il n'est ni possible ni souhaitable de relever les sujets que recèle un ouvrage quasi encyclopédique. Retenons quelques-unes des observations faites par les auteurs : le parti pris des pays arabes en faveur de l'éducation supérieure aux dépens de l'instruction de base (p. 119) ; l'importance du secteur public, que le régime se réclame de l'étatisme, de la libre-entreprise ou du conservatisme le plus pas-

séiste; la relation symbiotique entre le secteur public et le secteur privé; le vide sur le plan idéologique suite à l'essoufflement des modèles étatistes.

Richards et Waterbury sont des tenants de deux propositions touchant le Moyen-Orient: l'autonomie de l'État par rapport aux classes sociales et la primauté des facteurs endogènes dans le processus de développement. Ils conçoivent l'État comme un instrument des échelons supérieurs de son propre personnel. Les classes sociales étant fluides, les intérêts de classe mal définis et la conscience de classe souvent amorphe, l'État jouit d'une marge substantielle de manœuvre. Il peut à la fois entreprendre des changements profonds et contribuer à la création des classes sociales (p. 38). La réduction de l'autonomie étatique serait en cours, car la société civile, constituée de classes sociales créées par l'État lui-même, s'affirmerait avec de plus en plus d'assurance (pp. 50, 428).

En outre, l'influence des forces externes au Moyen-Orient, qu'elles soient économiques, politiques ou militaires, ne figure pas, à toutes fins utiles, dans leur analyse. L'absence est d'autant plus étonnante qu'il semblerait plausible de chercher dans les multiples retards et la vulnérabilité des sociétés moyen-orientales les raisons du rôle dirigeant de l'État. Quel que soit leur projet de développement, toutes les parties prenantes l'investissent de la mission de le réaliser dans le plus bref délai sous la pression extérieure.

Samir SAUL

*Département d'Histoire  
Université de Montréal*

SONN, Tamara. *Between Qura'n and Crown. The Challenge of Political Legitimacy in the Arab World*. Boulder, Westview Press, 1990, 280p.

Le livre de Tamara Sonn relève d'un projet ambitieux: penser les fondements de l'autorité politique dans les sociétés arabes contemporaines. Cette entreprise difficile est menée sous un double aspect. L'auteur, en passant d'abord en revue les différentes thèses relatives au pouvoir en islam et dans le monde arabe, entend interroger leur pertinence et leur adaptation aux réalités du temps présent. Mais Sonn n'oublie pas non plus l'histoire particulière du monde arabe, faite de présence coloniale et d'échecs successifs sur la voie de l'indépendance économique et de la modernisation. Ce second aspect est pris d'autant plus en considération par l'auteur qu'il lui sert à expliquer l'émergence de l'islamisme et son aptitude à s'implanter dans des sociétés désenchantées, en proie aux difficultés économiques et à l'aliénation culturelle. Relevant de l'histoire des idées, la démarche de Sonn se veut aussi historique tout court, d'histoire politique et diplomatique. Si tant est que le second éclairage contribue à mettre en évidence et à donner tout son sens au mouvement des idées.

L'ouvrage est divisé en neuf chapitres. Paradoxalement, le premier chapitre, est consacré au «développement de la sécularisation» en Europe. L'auteur se penche, en effet, sur la trajectoire propre qu'a empruntée la séparation du religieux et du politique dans les sociétés occidentales. Des guerres de religion à la séparation